Corsept : finances de la commune

Commune · Loire-Atlantique (44) · 2 674 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Corsept affichait un encours de dette de 2 M€, soit 760 € par habitant, une épargne brute égale à 37 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,8 ans.

Dette par habitant
760 €
2 M€ au total

Capacité de désendettement
2,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
37 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
457 € / hab.
1,2 M€ au total

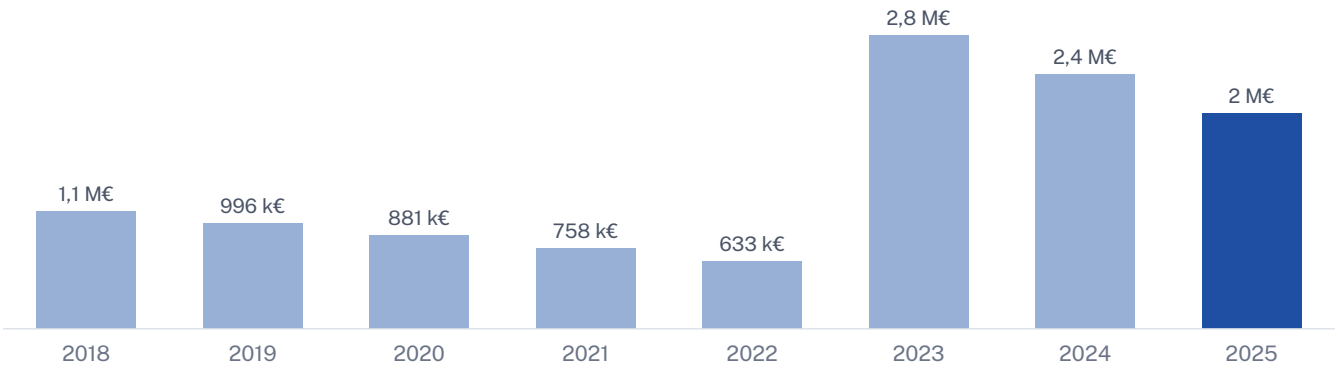
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	457 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	56,7 %	259 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	37 %	269 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	760 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	468 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	368 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,1 M€ en 2018 à 2 M€ en 2025 (+83,2 %). Valeur la plus haute : 2,8 M€ en 2023 ; la plus basse : 633 k€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,1 M€	35,8 %	1,7 ans	774 k€
2019	996 k€	35,1 %	1,5 ans	841 k€
2020	881 k€	32,4 %	1,5 ans	542 k€
2021	758 k€	32,4 %	1,3 ans	445 k€
2022	633 k€	32,8 %	1 ans	593 k€
2023	2,8 M€	36,4 %	3,8 ans	498 k€
2024	2,4 M€	34,5 %	3,5 ans	3,4 M€
2025	2 M€	37 %	2,8 ans	1,3 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Corsept	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	760 €	487 €	+56,2 %
Impôts locaux par habitant	368 €	512 €	−28,2 %
Frais de personnel par habitant	259 €	442 €	−41,3 %
Investissement par habitant	468 €	296 €	+58 %
Taux d'épargne brute	37 %	17 %	
Capacité de désendettement	2,8 ans	2,8 ans	

Jumelles : Vitry-sur-Orne (57), Bury (60), Champlan (91), Margaux-Cantenac (33), Montbazin (34), Wahagnies (59), Damelevières (54), Saint-Victor-de-Cessieu (38), Auneuil (60), Val-Revermont (01). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 739	2 674	−2,4 %	+5,4 %
Dette par habitant	364 €	760 €	+108,9 %	−14,4 %
Impôts locaux par habitant	307 €	368 €	+20 %	+23,3 %
Frais de personnel par habitant	222 €	259 €	+16,8 %	+26,5 %
Taux d'épargne brute	35,1 %	37 %	+1,9 point	−5,6 points
Capacité de désendettement	1,5 ans	2,8 ans	+1,3 an	+0,1 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 515 €		1 937 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Corsept	Comparaison
Habitants (2023)	2 594	−4,7 % depuis 2012 (département : +13,3 %)
65 ans ou plus (2023)	17,5 %	département : 19,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,2 pour 100 habitants	département : 4
Salariés du secteur privé (2025)	47	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	155	−42,8 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	102,9	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 170 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 240 emplois, soit 19 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,4 %	1 %	1,3 %	6,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	5,6 %	6,1 %	6,6 %	12,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,4 %	22,7 %	20,1 %	5,9 %
Professions intermédiaires	30,4 %	27,9 %	26,4 %	20,9 %
Employés	29,9 %	23,5 %	26,1 %	27,6 %
Ouvriers	25,3 %	18,8 %	19,5 %	26,4 %

Professions les plus exercées par les habitants : Loire-Atlantique (44)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	10 560	1,6 %
Aides-soignants	10 540	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	9 540	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 070	1,4 %
Infirmiers en soins généraux salariés	8 910	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	8 490	1,3 %
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	8 260	1,3 %
Assistants maternels agréés	7 870	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	7 450	1,1 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	7 430	1,1 %
Employés des autres services administratifs	7 050	1,1 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	6 920	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Loire-Atlantique (44)) : 56 456 au moins, dont 50 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	2 539	70,8 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	2 009	41,9 %
Employés de libre service	1 949	23,9 %
Serveurs de cafés restaurants	1 724	43,2 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 685	67,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 660	35,9 %
Aides-soignants	1 649	71,4 %
Maraîchers et horticulteurs	1 520	79,1 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 330	31 %
Agriculteurs	1 231	33,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Corsept
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	486 k€ pour 6 projets
Par habitant	182 € (communes de même taille : 182 € ; département : 156 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	5,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Renovation / rehabilitation energetique et fonctionnelle du complexe j.clavier tranche 4	160 000 €
2023	DETR	Extension de la mairie – Tranche 2	100 000 €
2024	DETR	Extension de la mairie tranche 3	75 000 €
2025	DSIL	Renovation / rehabilitation energetique et fonctionnelle du complexe j.clavier tranche 4	50 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.